



CHAPITRE 238

LOI CONCERNANT LES COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des compagnies pour l'empierrement des chemins.*

SECTION I

DE LA FORMATION DE LA COMPAGNIE

2. Les propriétaires des deux tiers en valeur des terres obligés à un chemin ou partie d'un chemin de front, ou les personnes obligées à l'entretien des deux tiers d'un chemin ou partie d'un chemin de route, ainsi que les personnes qui ont obtenu du conseil municipal, en vertu d'un règlement passé à cet effet, la permission d'empiercer un chemin ou partie d'un chemin pour en faire un chemin de péages, peuvent, en observant les formalités ci-après requises, s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil, et en obtenir une charte les autorisant à empiercer ce chemin ou partie de ce chemin. S. R. (1909), 6405.

Formalités pour obtenir la charte.

3. Si le chemin est situé dans plusieurs municipalités locales, la proportion de deux tiers ou la permission exigée par l'article 2, doit être obtenue dans chaque municipalité distincte. S. R. (1909), 6406.

Cas où le chemin est dans plusieurs municipalités locales.

4. La demande de constitution en corporation est faite par requête contenant:

Mode de faire la demande d'une charte.

1° Le nom corporatif que l'on se propose de donner à la compagnie;

2° La description du chemin que l'on veut empiercer, et le nom des municipalités locales par où il passera;

3° Le mode de construction du chemin;

4° Les noms, prénoms, qualités et domiciles des propriétaires tenus à l'entretien du chemin;

5° La valeur, telle que portée au rôle d'évaluation de la municipalité locale, de chacune des propriétés obligées au chemin; et, si c'est un chemin de route, le procès-verbal de répartition de ce chemin;

6° Le capital de la compagnie;

7° Le montant de chaque action;

8° Les noms, prénoms, qualités et domiciles des directeurs provisoires;

9° Les termes de paiement des versements. Ces termes de paiement peuvent être différents suivant que la compagnie a ou n'a pas, pour leur garantie, de privilège ou d'hypothèque sur les propriétés ainsi que ci-après mentionné. S. R. (1909), 6407.

Signatures à la requête.

5. Les signatures à la requête sont apposées en présence d'un notaire ou de deux témoins. S.R. (1909), 6408.

Publication de l'avis de la requête.

6. Un avis que cette requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil doit être publié pendant quinze jours dans un journal anglais et dans un journal français, dans la localité la plus voisine, et copie de cet avis doit être affichée pendant au moins quinze jours à la porte de l'église de chacune des paroisses où doit passer le chemin; elle y est lue à l'issue du service divin du matin, deux dimanches consécutifs, et, s'il n'y a pas telle église, elle est affichée à un endroit public habituellement fréquenté dans la paroisse. S. R. (1909), 6409.

Renseignements exigibles.

7. Le ministre des travaux publics et du travail peut exiger tous renseignements, documents, témoignages et affidavit qu'il trouve nécessaires ou utiles, dans le but de s'assurer de la vérité des faits contenus dans la requête. S. R. (1909), 6410.

Octroi de la charte.

8. Après l'accomplissement des formalités ci-dessus requises, et sur le rapport du ministre des travaux publics et du travail, le lieutenant-gouverneur en conseil peut octroyer aux requérants, par lettres patentes sous le grand sceau, une charte les constituant en corporation pour les fins mentionnées dans leur requête. S. R. (1909), 6411.

Contenu des lettres patentes.

9. Les lettres patentes font l'énumération des allégations principales contenues dans la requête. S. R. (1909), 6412.

Publication des lettres patentes.

10. Les lettres patentes sont immédiatement publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter du

jour de cette publication, les requérants et ceux qui peuvent ensuite, en vertu de la présente loi, faire partie de la compagnie sont une corporation sous le nom mentionné dans les lettres patentes. S. R. (1909), 6413.

11. Tout changement dans les dispositions des lettres patentes n'est fait que du consentement des deux tiers des actionnaires avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 6414.

Change-
ments dans
les lettres
patentes.

12. Lorsqu'il s'agit d'obtenir des changements dans les dispositions des lettres patentes, le bureau de direction, après avoir obtenu l'assentiment des deux tiers des actionnaires, présente une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, mentionnant les changements demandés, le but de ces changements et l'assentiment des deux tiers des actionnaires; le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du ministre des travaux publics et du travail, peut accorder des lettres patentes supplémentaires modifiant les premières, lesquelles sont publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, et prennent effet du jour de leur publication. S. R. (1909), 6415.

Procédures
lorsqu'il
s'agit de faire
des change-
ments dans
des lettres
patentes.

Publication
des lettres
patentes sup-
plémentaires.

13. Si les personnes autorisées, en vertu de la présente loi, à demander d'être constituées en corporation, désirent empierrer un chemin nouveau, ou changer la direction d'un chemin déjà existant, elles doivent obtenir le consentement de tous les intéressés, et, à défaut de consentement unanime, elles sont tenues de faire verbaliser le nouveau chemin ou le changement dans l'ancien chemin, de la manière prévue par le Code municipal; et si elles empièrrent un chemin ou partie d'un chemin sur lequel des travaux d'empierrement ont déjà été faits, elles n'ont droit d'exiger aucun péage des propriétaires obligés à l'entretien de cette partie de chemin déjà empierrée ni de leurs employés ou des personnes de leurs familles, avant d'avoir payé à ces propriétaires, à dire d'arbitres, le montant que peuvent valoir, à ceux qui font de ce chemin un chemin de péage, les travaux déjà faits. S. R. (1909), 6416.

Consente-
ment des inté-
ressés aux
change-
ments.

SECTION II

DES SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS DANS LA COMPAGNIE

14. Les tuteurs, curateurs et autres administrateurs nommés en vertu de la loi, les communautés religieuses et corporations intéressées dans le chemin, sont autorisés à se porter requérants et à former partie de la compagnie. S. R. (1909), 6417.

Tuteurs, etc.,
peuvent for-
mer partie de
la compagnie.

Pouvoir des
prop. obligés
au chemin, de
prendre des
actions.

Proportion
du montant.

Balance des
actions en
certains cas.

Fractions
d'actions.

Partage de la
balance non
souscrite en
certains cas.

Partage de la
partie du
capital qui
représente le
chemin de
front et la
route.

Détermina-
tion de la va-
leur des pro-
priétés.

Si le chemin
se trouve
dans deux
municipalités.

15. Durant un mois à compter de la publication des lettres patentes, tout propriétaire qui était obligé au chemin a droit de prendre autant d'actions qu'il lui plaît, pourvu que les actions par lui ainsi prises n'excèdent pas le montant que lui donnerait la proportion suivante:

Le montant total de la valeur des propriétés obligées au chemin, est au capital de la compagnie, comme la valeur des propriétés obligées au chemin de celui qui veut prendre des actions, est au montant qu'il a droit de prendre en actions.

Après l'expiration d'un mois comme susdit, si la charte a été obtenue par suite d'une permission accordée en vertu d'un règlement du conseil municipal, la balance des actions appartient à celui ou à ceux qui ont obtenu la charte; mais dans l'autre cas, savoir, si la charte a été obtenue par les propriétaires intéressés au chemin, les directeurs peuvent permettre à toutes les personnes, corporations ou municipalités, de prendre tel nombre d'actions qu'elles jugent convenable, et la balance qui n'a pas été ainsi souscrite est divisée entre les requérants proportionnellement à la valeur de chaque terre obligée au chemin, si c'est un chemin de front, et proportionnellement à la part d'entretien de chacun, si c'est un chemin de route.

Aucune fraction d'action n'est accordée, mais les directeurs peuvent, s'ils le jugent à propos, accorder une action à celui qui a droit à une fraction. S. R. (1909), 6418.

16. Si le chemin que l'on veut empierre est partie chemin de front et partie chemin de route, la balance du capital qui n'a pas été souscrite, ainsi que susdit, si la charte a été obtenue en vertu d'une requête signée par les deux tiers des intéressés au chemin, est divisée en autant de parties qu'il y a de chemin de front et de chemin de route, proportionnellement à la longueur de chacun de ces chemins.

Cette partie du capital, qui représente le chemin de front, est divisée entre les obligés à ce chemin de front, et celle qui représente le chemin de route est divisée entre les obligés au chemin de route, conformément en tous points aux dispositions de l'article 15. S. R. (1909), 6419.

17. La valeur des propriétés pour les fins de division du capital est celle portée au rôle d'évaluation alors en vigueur dans la municipalité locale où sont situées ces propriétés.

Si le chemin se trouve dans deux municipalités, la valeur des propriétés est celle portée au rôle d'évaluation de chacune des municipalités

locales, tel que revisé par le conseil de comté, suivant les dispositions du Code municipal. S. R. (1909), 6420.

18. Si le rôle d'évaluation des municipalités locales que parcourt le chemin n'a pas été revisé, ou si ces municipalités ne forment pas partie d'un même comté, il est nommé, par les directeurs, trois personnes désintéressées, qui doivent constater si l'évaluation faite dans chacune de ces municipalités locales est proportionnée à celle faite dans les autres, et doivent augmenter ou diminuer, s'il est besoin, le montant de l'évaluation portée au rôle de chacune de ces municipalités, au taux par cent qui leur paraît nécessaire pour établir une juste proportion entre les différents rôles d'évaluation; et la division du capital se fait conformément aux rôles d'évaluation ainsi revisés. S. R. (1909), 6421.

Procédures à suivre lorsque le rôle n'a pas été revisé.

19. Chaque fois qu'il devient nécessaire, pour les fins susdites, de faire l'évaluation d'une propriété en particulier, soit parce qu'elle a été omise du rôle d'évaluation ou pour autre cause, cette évaluation doit être faite par trois personnes désintéressées, dont l'une nommée par les directeurs, une autre par la partie intéressée, et la troisième par les deux premières; et elles évaluent cette propriété proportionnellement à l'évaluation faite des autres dans le rôle d'évaluation. S. R. (1909), 6422.

Mode de faire l'évaluation d'une propriété en particulier.

SECTION III

DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE LA COMPAGNIE

20. Toute compagnie, ainsi constituée, peut acquérir, posséder, aliéner et transférer toute propriété mobilière et immobilière qui est nécessaire à la poursuite de ses opérations; elle a toutes les attributions et tous les pouvoirs requis pour les fins de sa charte, et le chemin est sa propriété.

Pouvoir de la compagnie d'acquérir des propriétés.

Tout propriétaire sur le chemin est tenu de fournir gratuitement le terrain nécessaire pour donner au chemin existant la largeur voulue par la loi. S. R. (1909), 6423.

Obligation des prop. sur le chemin.

21. La compagnie peut, en outre, après avis donné au propriétaire, prendre, sur toute terre, le long du chemin, moyennant indemnité, le terrain qu'elle juge convenable pour redresser le chemin existant, pourvu que la largeur du terrain ainsi pris n'excède pas trente pieds français; pourvu aussi qu'aucun bâtiment ne soit démoli sans le consentement du propriétaire; et ces pièces de

Largeur du terrain que peut prendre la compagnie.

terre ainsi prises par la compagnie sont dégreévées de tout privilège et de toute hypothèque.

Dépôt de l'indemnité si la somme excède \$80.

Dans le cas de cette hypothèque ou de ce privilège, l'indemnité, si elle excède la somme de quatre-vingts dollars, est déposée entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure, et les créanciers conservent leur recours sur le montant ainsi déposé, lequel est distribué suivant l'ordre du tribunal, ou remis aux parties s'il n'y a point de réclamation faite dans un délai de quatre mois.

Terrains pour maisons de péages.

La compagnie peut de plus prendre, moyennant indemnité, un morceau de terre n'excédant pas cent vingt pieds carrés, mesure française, à chaque endroit où elle juge nécessaire d'ériger une maison de péages. S. R. (1909), 6424.

Découvert dans les forêts.

22. La compagnie, en payant une indemnité s'il y a lieu, ainsi que le coût des travaux de découvert, peut contraindre tout propriétaire de terrain forestier bornant le chemin, à faire abattre tous les arbres à haute tige qui se trouvent sur la ligne, jusqu'à une distance de dix-huit pieds de tel chemin.

Pouvoirs de la compagnie.

A défaut par le propriétaire de donner ce découvert dans le temps requis, la compagnie peut faire elle-même les travaux, sujet toutefois à l'indemnité ci-dessus mentionnée. S. R. (1909), 6425.

Exploration entre les extrémités du chemin.

23. La compagnie a pleins pouvoirs et autorité d'explorer les lieux qui se trouvent entre les extrémités du chemin; et aussi de faire et tenir en bon état, sur les terres adjacentes ou voisines, les fossés, égouts et cours d'eau nécessaires pour assécher le chemin, moyennant indemnité, s'il y a lieu, de la manière ci-dessous mentionnée.

Pouvoirs de la compagnie à cette fin.

Pour les fins susdites, la compagnie et ses agents, serviteurs et employés ont, en vertu de la présente loi, pouvoir et autorité d'entrer sur les terres et terrains des personnes ou corporations et de prendre où bon leur semble la pierre, la terre, le sable et les autres matériaux nécessaires pour la construction et l'entretien du chemin, en établissant le coût et les dommages encourus à cet égard, comme ci-après prévu. S. R. (1909), 6426.

Commutation de l'entretien du chemin existant.

24. La compagnie peut obliger toute personne, tenue à l'entretien du chemin existant, et qui n'est pas actionnaire, à commuer tel entretien en une rente annuelle, fixée d'après évaluation, ainsi que prévu à la section neuvième de la présente loi, ou exempter cette personne de toute contribution tenant lieu de cet entretien. S. R. (1909), 6427.

25. La compagnie peut forcer toute personne obligée, Commutation de l'entretien des ponts. en vertu d'un procès-verbal ou autrement, à la construction et à l'entretien des ponts qui se trouvent sur le chemin, à commuer son obligation en une rente annuelle, suivant évaluation, ainsi que ci-après prévu. S. R. (1909), 6428.

26. La compagnie peut obliger tout propriétaire de Devoirs des propriétaires de côtes, bordant le chemin. côtes bordant le chemin à les protéger contre l'action ordinaire de la glace et de l'eau, sous le délai fixé par les règlements, et, à défaut par ce propriétaire de le faire, la compagnie peut faire exécuter les travaux et en recouvrer les frais de la partie obligée.

Au cas où une partie trop considérable des côtes ou du chemin serait emportée par l'action de la glace ou autrement, sans qu'il y ait eu négligence de la part du propriétaire, ce dernier peut, en fournissant gratuitement le terrain nécessaire, obliger la compagnie à reculer le chemin. S. R. (1909), 6429. Déplacement du chemin en certains cas.

27. Aussitôt qu'elle a un mille de chemin de fait, la Barrières de péages. compagnie peut poser des barrières et percevoir les péages fixés par le bureau de direction, eu égard aux dispositions de la présente loi.

Toutefois la compagnie ne peut placer aucune bar- Proviso. rière de péage ou autre dans les limites des villes et des villages constitués en corporation, soit en vertu de chartes spéciales, soit en vertu du Code municipal, à moins que lesdites corporations n'y consentent. S. R. (1909), 6430.

28. La compagnie peut devenir partie à tout billet Pouvoir de la compagnie de devenir partie à des billets, etc. et à toute lettre de change; et tout billet et toute lettre de change, signés par le président ou celui qui le remplace et contresignés par le secrétaire, avec l'autorisation d'un quorum des directeurs, sont obligatoires à toutes fins. S. R. (1909) 6431.

SECTION IV

DES EMPRUNTS PAR LA COMPAGNIE

29. La compagnie peut emprunter les sommes de Pouvoir d'emprunter. deniers qu'elle juge nécessaires pour être employées aux fins de sa charte, pourvu que le montant des sommes empruntées ne s'élève pas à plus que le capital.

Elle peut hypothéquer le chemin et ses dépendances Sûreté à cet effet. pour sûreté de l'emprunt, et transporter, comme garantie additionnelle (*collateral security*) le nombre de versements que le bureau de direction juge convenable.

Avis du transfert de versements pour cet objet.

Avis du transfert est donné aux parties intéressées; cet avis équivaut à une signification régulière du transfert. S. R. (1909), 6432.

Émission d'obligations pour divers emprunts.

30. Pour obtenir des deniers par voie d'emprunt, la compagnie peut aussi émettre des obligations rédigées suivant la formule 1 ou dans toute autre forme semblable, et ces obligations n'ont pas besoin d'être passées devant notaire.

Effet de l'enregistrement des obligations.

L'enregistrement de toute obligation, dans le bureau de la division ou des divisions d'enregistrement où passe le chemin, complète l'hypothèque créée par cette obligation, et cette hypothèque prend rang, à compter de la date de l'enregistrement de l'obligation, sans égard à celle de son émission.

Mode de transfert.

Chaque telle obligation, étant enregistrée et émise, est transférable par livraison, est obligatoire pour la compagnie en faveur du porteur, et constitue une hypothèque en faveur de ce dernier sur les terre, bâtiments et biens-fonds de la compagnie, et sur les autres dépendances à elle appartenant et qui sont décrites dans l'obligation. S. R. (1909), 6433.

Prêts par les communautés, etc.

31. Les communautés religieuses, corporations et municipalités sont autorisées à prêter de l'argent à toute compagnie constituée en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 6434.

SECTION V

DES PRIVILÈGES DE LA COMPAGNIE

Privilège pour montant de la contribution.

32. La compagnie a un privilège sur la terre de chaque propriétaire tenu à l'entretien du chemin et qui est actionnaire de la compagnie, jusqu'au montant de sa contribution à raison de telle terre. S. R. (1909), 6435.

Privilège pour arrérages.

33. La compagnie a également un privilège sur toute terre obligée à l'entretien du chemin pour tous arrérages de rente de commutation de cet entretien n'excédant pas trois années de ces arrérages. S. R. (1909), 6436.

Rang de ces privilèges.

34. Nonobstant les dispositions des articles 2009 et 2015 du Code civil, les privilèges énumérés dans les articles 32 et 33 prennent rang immédiatement après les taxes et cotisations municipales, et le décret n'a pas pour effet de purger ces terres du privilège acquis à la compagnie pour le paiement des versements non échus et de la rente annuelle due par la suite. S. R. (1909), 6437.

SECTION VI

DES DIRECTEURS DE LA COMPAGNIE

35. Les affaires, le fonds social et les propriétés de la compagnie sont administrés et conduits par le bureau des directeurs, qui sont élus annuellement conformément aux dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 6438.

36. Les assemblées générales annuelles ont lieu aux endroits et époques déterminés par les règlements, et elles doivent être tenues dans les limites des municipalités où passe le chemin; les directeurs sont élus à ces assemblées. S. R. (1909), 6439.

37. Sur la demande de dix actionnaires, le bureau de direction peut, en tout temps, convoquer une assemblée générale, après avis public dans lequel le but de l'assemblée est mentionné. S. R. (1909), 6440.

38. Aux assemblées générales des actionnaires, toute décision est prise à la pluralité des voix auxquelles ont droit les actionnaires présents à l'assemblée; le nombre de voix auquel a droit chaque actionnaire est en proportion du nombre des actions qu'il a dans la compagnie, savoir, une voix pour chaque action, mais nul ne peut donner sa voix pour une fraction d'action.

Dans le cas de partage égal des voix, le président de la compagnie ou, en son absence, toute autre personne pré-sidant l'assemblée, a une voix prépondérante. S. R. (1909), 6441.

39. Aucun actionnaire ne peut être élu directeur à moins d'avoir payé tous ses versements échus. S. R. (1909), 6442.

40. Les directeurs choisissent leur président, et, s'il survient quelque vacance parmi eux, par cause de mort ou autrement, les autres directeurs en fonction élisent un actionnaire ayant qualité pour remplir la vacance, jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante. S. R. (1909), 6443.

41. Les directeurs ont droit:

1° De percevoir et de poursuivre, au nom de la compagnie, le recouvrement des versements et autres dettes exigibles;

2° D'accepter toute hypothèque pour la garantie du paiement des actions de la part des actionnaires qui

Administration des affaires de la compagnie.

Assemblées gén. annuelles.

Assemblées demandées par dix actionnaires.

Vote à ces assemblées.

Voix prépondérante.

Qualité des directeurs.

Élection du président.

Vacance.

Pouvoirs des directeurs.

n'ont pas de terre obligée au chemin; l'acceptation de cette hypothèque donne à ces actionnaires le droit de faire leurs versements de la même manière et en même temps que les actionnaires propriétaires tenus à l'entretien du chemin;

3° Sujet à la Loi des exemptions de péages (chap. 239), de fixer les taux de péage, qui ne doivent pas dépasser ceux mentionnés dans la formule 2;

4° D'abonner les actionnaires aux clauses et conditions qu'ils jugent convenables;

5° De forcer tout propriétaire, le long du chemin, à défaire sa clôture depuis le 1er décembre jusqu'au 1er de mars; et, si le propriétaire refuse de se soumettre à cette exigence, il est tenu de rembourser à la compagnie, à dire d'arbitres, le surplus des frais d'entretien qu'occasionne cette clôture;

6° De faire tous règlements non contraires à la présente loi et à toute autre loi. S. R. (1909), 6444.

SECTION VII

DE LA CESSION ET DU TRANSPORT DES TERRAINS

Pouvoir des tuteurs, etc., de vendre des terres à la compagnie.

42. Nonobstant les dispositions du Code civil à ce contraires, et notamment les articles 297, 298, 343 et 953 du même code, il est loisible aux corporations, communautés religieuses, grevés de substitutions, tuteurs, curateurs, exécuteurs, administrateurs, et autres ayants cause ou personnes quelconques, non seulement pour eux-mêmes, leurs héritiers ou successeurs, mais aussi pour et de la part de ceux qu'ils représentent, soit que ces représentés soient nés ou à naître, aliénés ou idiots, femmes sous puissance de maris ou autres personnes saisies ou en possession ou intéressées dans les terres ou les terrains dont la compagnie a besoin pour les fins du chemin, de vendre et transporter à la compagnie ces terres ou terrains, en tout ou en partie, comme susdit, pour lesdites fins.

Validité des contrats.

Les contrats, marchés, ventes, transports, garanties, ainsi faits, sont valides à toutes fins et intentions quelconques nonobstant les lois, règlements, usages ou coutumes à ce contraires.

Justification de ces contrats.

Ces corporations, communautés ou personnes quelconques faisant ces transports sont indemnes dans tout ce qu'elles font en vertu des dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 6446.

Arrangements avec

43. Lorsqu'une terre ou propriété appartient par indivis à plusieurs personnes, tout accord, fait de bonne

foi entre la compagnie et les propriétaires par indivis des deux tiers ou plus de cette terre ou propriété, relativement au montant de la compensation accordée pour telle terre ou propriété, ou pour les dommages y causés, est obligatoire entre les autres propriétaires et la compagnie.

Les propriétaires qui ont fait cet accord, peuvent remettre à la compagnie la possession de la terre ou propriété ou l'autoriser à la prendre, suivant le cas. S. R. (1909), 6447. les propriétaires par indivis.
Remise de possession.

SECTION VIII

DE L'ARBITRAGE

44. A défaut d'accord entre la compagnie et les parties intéressées, chaque fois que, par suite de l'exercice des droits de la compagnie, il y a lieu de faire une estimation, elle est faite par trois arbitres, dont un nommé par la compagnie, un autre par les parties intéressées, et le troisième par les deux premiers; et les arbitres, dans l'estimation qu'ils font de la valeur des terrains que la compagnie prend pour redresser le chemin existant, doivent tenir compte de l'avantage que retire du chemin la partie à laquelle la compensation doit être accordée. S. R. (1909), 6448. Nomination d'arbitres à défaut d'accord.

45. Dans le cas où la partie intéressée réside hors des limites du district, tout juge de la Cour supérieure, sur requête de la compagnie, accompagnée d'un certificat sous serment de l'un de ses employés, constatant que cette personne n'a pu être trouvée dans le district, peut nommer un arbitre pour la partie intéressée. S. R. (1909), 6449. Cas d'absence de la partie intéressée.

46. Les arbitres, avant d'agir, doivent prêter serment devant un juge de paix. Devoirs des arbitres.

Ces arbitres ont droit d'assigner des témoins et d'interroger les parties sous serment, et leur sentence ou celle de la majorité d'entre eux est définitive et sans appel. Leurs pouvoirs.

Toutefois, la majorité des arbitres ne peut rendre une sentence ni faire aucun acte officiel à une séance qui n'est pas un ajournement d'une séance précédente à laquelle assistait l'autre arbitre, sauf si un avis d'au moins un jour franc a été donné à l'arbitre absent. S. R. (1909), 6450. Avis que doivent se donner les arbitres.

47. La compagnie peut, avant la nomination des arbitres, offrir un montant à la partie adverse, et, dans le cas où le montant adjugé par les arbitres n'excède pas Offres par la compagnie à la partie adverse.

celui offert par la compagnie, les frais d'arbitrage sont payés par la partie adverse, autrement ils sont payés par la compagnie. S. R. (1909), 6451.

Quand la possession peut être prise.

48. Sur paiement ou offre légale de l'indemnité ainsi adjugée ou convenue et fixée par les parties elles-mêmes, à la partie qui a droit de la recevoir, ou sur le dépôt du montant de cette indemnité au greffe de la Cour supérieure, dans le cas où la partie reside hors du district, la sentence donne à la compagnie le pouvoir de prendre possession immédiate des terrains, et d'exercer les droits pour lesquels l'indemnité a été accordée.

Oppositions à la prise de possession.

Si une personne ou partie fait quelque résistance ou opposition à ce qu'elle en agisse ainsi, tout juge de paix peut, sur preuve satisfaisante que les conditions exigées par la présente loi ont été remplies, émettre son mandat adressé à tout shérif ou huissier, ou à toute autre personne qu'il appartient, pour mettre la compagnie en possession de ces terrains et pour faire cesser toute résistance ou opposition, ce que doit faire ce shérif ou cet huissier ou telle autre personne en prenant l'assistance qu'il lui faut, le tout aux frais du propriétaire refusant cette possession. S. R. (1909), 6452.

Mandat de possession.

Arbitrage en cas de désaccord sur le montant du paiement.

49. En cas de désaccord au sujet du montant du paiement annuel mentionné à l'article 24, entre la compagnie et la personne intéressée, si telle personne n'est pas actionnaire, le montant de ce paiement annuel doit également être estimé et établi par trois arbitres nommés comme susdit, et les articles 45 et 46 s'appliquent aussi en l'espèce. S. R. (1909), 6453.

Avis par la compagnie du montant qu'elle est disposée à accepter.

50. Préalablement à la nomination des arbitres, la compagnie peut notifier à la partie adverse le montant qu'elle offre d'accepter annuellement comme commutation; et, si le montant fixé par l'adjudication excède celui dont l'acceptation est offerte par la compagnie, les frais d'arbitrage sont supportés par la partie adverse, dans le cas contraire, ils sont payés par la compagnie; mais il n'est accordé, dans l'un ou l'autre cas, aucun honoraire d'avocat ou procureur, et les arbitres peuvent procéder sommairement, sans prendre de dépositions ni faire de procès-verbal par écrit. S. R. (1909), 6454.

Frais en certains cas.

Échéance des paiements annuels.

51. Le montant du paiement annuel ainsi établi est payable annuellement d'avance, pour ce qui est de la propriété de la personne tenue à l'entretien du chemin existant, et il continue à être payable, pendant cinq ans.

pour les propriétés dont la partie faisant front au chemin se trouve située dans les cités, villes ou villages, et pendant dix ans pour les autres propriétés, nonobstant toute mutation survenue. S. R. (1909), 6455.

SECTION IX

DES PÉNALITÉS ET DES POURSUITES

52. Nul ne doit causer de l'embarras sur le chemin ou y laisser une voiture ou un cheval sans en confier la garde à une personne capable de les garder, ou laisser errer ses animaux, ou passer aux barrières sans payer les taux, ou, après avoir parcouru une partie du chemin, l'abandonner dans le but d'éluder les péages, ou permettre à une personne de passer sur ses terrains avec des voitures ou animaux, dans le but d'éluder les péages. Dommmages et obstructions aux ouvrages de la compagnie, etc.

Le contrevenant aux dispositions du présent article est, s'il est trouvé coupable, passible d'une amende de pas moins d'un dollar et de pas plus de dix dollars. S. R. (1909), 6456. Amende.

53. Toute poursuite pour contravention aux dispositions de la présente loi, doit être intentée dans les six mois, est instruite devant tout magistrat ayant juridiction, et est jugée et décidée d'une manière sommaire. S. R. (1909), 6457. Délais pour poursuivre et devant qui.

54. Les amendes et pénalités peuvent être perçues et prélevées par saisie et vente des meubles et effets du contrevenant en vertu d'un mandat de saisie émis à cette fin par le magistrat devant lequel le procès a été instruit, et, dans le cas où il n'a ni meubles ni effets pour satisfaire au mandat, le contrevenant peut être emprisonné dans la prison commune du district pour une période n'excédant pas un mois. Prélèvement des amendes.

Le montant des amendes est partagé entre la compagnie et la municipalité locale où l'infraction a été commise. S. R. (1909), 6458. Partage des amendes.

55. Les versements dus par les actionnaires et pour lesquels la compagnie a un privilège sur les terres en vertu des dispositions de la présente loi, et le prix de commutation que cette compagnie est en droit d'exiger en vertu de ces mêmes dispositions, sont poursuivis et recouvrés devant tout tribunal ayant juridiction compétente. Poursuites pour versements non payés.

Après avoir obtenu jugement et avoir discuté les biens meubles, il est loisible à la compagnie ou à son ayant droit d'envoyer au secrétaire-trésorier du conseil de Liste des immeubles sur lesquels il est dû des versements.

comté, avant le 1er décembre de chaque année, une liste indiquant :

1° La désignation des terres sur lesquelles il est dû des versements ou un prix de commutation en vertu de la présente loi, avec les noms et prénoms des propriétaires ;

2° En regard de la description de ces terres, le montant des versements dus, et de la rente de commutation échue et non payée.

Par qui les terres sont vendues.

Ces terres sont vendues par le secrétaire-trésorier du conseil de comté, suivant les dispositions du Code municipal concernant la vente des terrains affectés aux taxes municipales.

Effet de la vente.

Cette vente a le même effet que celles faites pour ces taxes, et le propriétaire, ou toute autre personne au nom du propriétaire, peut retirer ces terres, en observant les formalités du Code municipal. S. R. (1909), 6459.

SECTION X

DISPOSITIONS DIVERSES

Réparations du chemin.

56. Lorsque le chemin a été achevé, et que des péages y ont été établis, il est du devoir de la compagnie de le tenir suffisamment en bon état ; dans le cas où elle laisserait le chemin en mauvais état et se détériorer, elle peut être poursuivie devant la Cour supérieure du district, et si elle est trouvée coupable, le tribunal, devant lequel la poursuite a eu lieu, lui enjoint de faire les réparations nécessaires pour le défaut desquelles la poursuite a été intentée, sous tel temps qu'il juge convenable.

Conséquences du défaut de les faire.

A défaut de ce faire, en la manière et dans le temps prescrits par le jugement, la compagnie est déclarée dissoute, et le chemin appartient dès lors à la couronne, pour l'usage du public, de la même manière que les autres chemins ou travaux publics, et est dès lors sujet à toutes les lois affectant les chemins ou ouvrages publics, et les pouvoirs de la compagnie appartiennent au lieutenant-gouverneur en conseil qui peut, en tout temps, remettre ce chemin aux municipalités intéressées aux termes et conditions qu'il détermine. S. R. (1909), 6460.

Acquisition du chemin par les municipalités.

57. Toute municipalité locale, si le chemin est entièrement dans ses limites, et toute municipalité de comté, si le chemin est dans plus d'une municipalité locale, peuvent acquérir, par accord, le chemin de la compagnie, et cette municipalité devient dès lors sujette à toutes les obligations de cette compagnie. S. R. (1909), 6461.

58. Dans le cas d'acquisition du chemin en vertu de l'article 57, le montant qui a été payé par la municipalité est partagé entre les actionnaires proportionnellement à la mise de chacun, après déduction des dettes et des obligations de la compagnie. *Partage du montant payé.* S. R. (1909), 6462.

59. Deux ou plusieurs compagnies constituées en vertu des dispositions de la présente loi, peuvent, du consentement des deux tiers des actionnaires de chacune d'elles, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil donné sur le rapport du ministre des travaux publics et du travail, se fusionner en une seule compagnie, aux conditions convenues entre elles; et le nom de cette nouvelle compagnie est approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et publié dans la *Gazette officielle de Québec.* *Fusion de compagnies.* S. R. (1909), 6463.

60. Tout avis public requis par la présente loi est donné et affiché aux portes des églises des paroisses où est situé le chemin, à l'issue du service divin du matin, le dimanche précédant au moins de trois jours l'époque fixée pour toute assemblée des actionnaires et pour toute autre fin mentionnée dans l'avis. *Publication des avis.*

Le secrétaire de la compagnie doit donner avis, par lettre mise au bureau de poste, au moins huit jours d'avance, à tout actionnaire ne résidant pas dans ces paroisses. *Avis aux actionnaires non résidant.* S. R. (1909), 6464.

61. Tout autre avis requis par la présente loi est signifié à la partie intéressée au moins trois jours francs d'avance. *Signification des avis spéciaux.* S. R. (1909), 6465.

62. Tout chemin dont la construction est autorisée par la présente loi, doit être commencé dans l'année de la date de la constitution en corporation, et terminé dans les cinq ans qui la suivent. *Commencement et parachèvement des travaux.* S. R. (1909), 6466.

FORMULES

1.—(Article 30)

Obligation

No

\$

Cette obligation fait foi que la (*nom de la compagnie*) constituée en vertu de la Loi des compagnies pour l'empierrement des chemins (S. R. 1925, chap. 238), est endettée envers le porteur en la somme de , comme prêt à intérêt à compter de la date de l'émission de la présente, aux taux de pour cent par année, laquelle dite somme de

ladite compagnie promet et s'oblige par le présent de payer (*termes de paiement*) et aussi de payer l'intérêt sur cette somme, au porteur de la présente, à l'endroit susdit, sur délivrance des coupons maintenant formant partie de la présente.

Et pour paiement de ladite somme d'argent et intérêt, ladite compagnie hypothèque les biens-fonds et dépendances ci-dessous décrits, savoir: son chemin connu sous le nom de

, y compris tous les terrains et bâtiments et propriétés immobilières de ladite compagnie et toutes les autres dépendances y attenant, et transporte comme garantie les paiements dus sur (*tels versements*), avec les privilèges y attachés.

En foi de quoi, A. B., de président de ladite compagnie, a signé et apposé le sceau commun de ladite compagnie à ce jour de , 19 .

A. B.,

président.

[L. S]

Contresigné et entré,

C. D.,

secrétaire.

Je certifie que cette obligation a été dûment présentée pour enregistrement dans le bureau d'enregistrement du

comté de _____, le
 jour de _____, dans l'année de Notre-Seigneur
 mil neuf cent _____, à _____ heure
 de _____-midi, et est en conséquence enregistrée
 dans le registre des obligations marqué à _____ page .

E. F.,
 régistrateur.

Émise en faveur de L. M., de _____ ce
 jour de _____, 19 _____.

C. D.,
 secrétaire.

S. R. (1909), 6466, formule A.

2.—(Article 41)

Tableau des taux de péages

ALLER ET RETOUR COMPRIS, POURVU QUE LE RETOUR SE
 FASSE LE JOUR MÊME OU LE LENDEMAIN

Pour toute voiture à deux roues, tirée par un cheval ou autre bête de trait.	\$0.02 par mille.
Pour toute voiture à quatre roues, tirée par un cheval ou autre bête de trait.	0.02½ "
Pour toute voiture tirée par plus d'un cheval, ou autre bête de trait, une charge additionnelle de	0.00½ "
Pour chaque mouton ou cochon.....	0.00½ "
Pour chaque cheval ou autre bête de trait qui n'est pas attelée à une voi- ture, et pour chaque bœuf, vache ou autre bête à cornes.....	0.01 "

S. R. (1909), 6466, formule B.

